

20201106 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/28362/l-union-europeenne-veut-augmenter-les-renvois-d-etrangers-en-situation-irreguliere>

Actualités



La Commission européenne veut augmenter le nombre de renvois des étrangers en situation irrégulière en Europe. Crédit : Pixabay

L'union européenne veut augmenter les renvois d'étrangers en situation irrégulière

Par [La rédaction](#) Publié le : 06/11/2020

La commissaire européenne aux Affaires intérieures a estimé jeudi que les États membres devaient expulser davantage d'étrangers en situation irrégulière vers leur pays d'origine, afin d'éviter de nourrir une montée du "populisme".

"Nous avons besoin d'accords de réadmission avec les pays d'origine plus nombreux et qui fonctionnent mieux". Ylva Johansson, commissaire européenne aux Affaires intérieures, a plaidé jeudi 5 novembre devant le Sénat français pour une augmentation des expulsions des étrangers en situation irrégulière au sein de l'Union européenne (UE).

Ces renvois doivent passer notamment par la multiplication "d'accords pour que les pays d'origine reprennent leurs ressortissants qui ne vivent pas en situation régulière" dans l'espace européen, où 140 000 migrants sont entrés illégalement l'an dernier.

"La Commission européenne devrait utiliser tous les outils" à sa disposition pour y parvenir, y compris ceux liés à "l'aide internationale, les accords de marchés, les visas" ou encore "Erasmus", le programme européen pour l'éducation, a précisé Ylva Johansson.

La commissaire européenne, qui a présenté fin septembre à Bruxelles le [nouveau Pacte migratoire](#), a également rappelé que la commission pouvait conditionner depuis début 2020

l'assouplissement des conditions d'attribution des visas au niveau de ["coopération" des États avec les accords de réadmission](#).

Éviter la montée du "populisme"

"La raison pour laquelle j'insiste autant sur les retours est que les citoyens européens, me semble-t-il, sont prêts à accueillir les personnes en besoin de protection internationale. Mais ils veulent qu'on fasse la distinction entre ceux qui ont le droit de rester, et qui doivent être intégrés, et ceux qui n'ont pas vocation à rester", a-t-elle expliqué.

"Si nous ne sommes pas capables d'être plus efficaces sur les retours, il y a un risque de (montée du) populisme et le risque de perdre le soutien des citoyens européens", s'est-elle encore inquiétée lors d'échanges quasi-uniquement tournés sur cette question.

>> **À (re)lire :** [Réforme de l'asile en Europe : "Un Pacte de la honte", "un compromis entre lâcheté et xénophobie"](#)

"Il y a une assez grande marge de progression" sur la question des éloignements en Europe, a poursuivi Mme Johansson, soulignant que le taux d'exécution moyen d'une décision d'expulsion est de 30% en Europe mais chute à "13, 14% pour la France".

Enfin, Ylva Johansson a fustigé les "très longues" procédures avant qu'une telle décision ne soit prise. Entre-temps, a-t-elle exposé, "les gens s'intègrent dans la société, tombent amoureux, commencent à travailler, et il devient très difficile de procéder à ces retours, c'est ce que je veux éviter".

Doublement des effectifs aux frontières françaises

Ces déclarations interviennent le même jour du déplacement d'Emmanuel Macron à la frontière franco-espagnole. Le président français y a annoncé que les [effectifs aux frontières françaises allaient passer "de 2 400 à 4 800"](#) pour lutter contre la menace terroriste, les trafics l'immigration illégale.

Emmanuel Macron s'est aussi dit "favorable" à une refondation "en profondeur" des règles régissant l'espace Schengen de libre circulation en Europe, et à "un plus grand contrôle" des frontières. "Je porterai en ce sens des premières propositions au Conseil" européen de décembre, pour "repenser l'organisation" de Schengen et "intensifier notre protection commune aux frontières avec une véritable police de sécurité aux frontières extérieures", a ajouté le chef de l'État.